

le catalyseur

Lettre d'information de l'UIC Île de France - N° 69 - avril 2010



Si des signes positifs ont été enregistrés au premier trimestre 2010 dans notre industrie, l'UIC Ile de France reste entièrement mobilisée pour accompagner les entreprises adhérentes dans cette période aux perspectives encore très incertaines.

Quatre priorités seront à cet effet soumises et développées à l'Assemblée Générale du 18 mai prochain : optimiser le fonctionnement interne de votre organisation régionale ; multiplier les rencontres avec les entreprises afin de toujours adapter notre offre de service aux besoins réels des adhérents ; amplifier les actions de proximité ; renforcer la contribution de l'UIC Ile de France à la bonne marche de l'Organisation Professionnelle de la Chimie.

Lors de cette Assemblée Générale, Bernard Chambon, Président de l'UIC viendra exprimer la voix de la Profession dans la défense des entreprises de la Chimie confrontées certes aux aléas des marchés mais également à des contraintes réglementaires inconsidérées. Il viendra aussi exprimer sa préoccupation constante à promouvoir auprès des acteurs économiques et sociaux, au niveau national et international, les atouts et les capacités d'innovation considérables des industries chimiques dont l'implication dans le « Développement Durable » est désormais incontournable. Cette implication a d'ailleurs fort bien été exposée aux jeunes visiteurs du 7^{ème} Village de la Chimie qui s'est tenu les 12 et 13 février derniers et dont l'inauguration a été assurée par Martin Hirsch, alors Haut Commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté et Haut Commissaire à la jeunesse, particulièrement attentif à l'engagement de la Profession « pour favoriser une approche concrète des métiers, au service d'une meilleure orientation de la jeunesse ».

Guy de Gaulmyn
Président de l'UIC Ile de France

« Relever l'ambition commune »

Le développement durable est au cœur des objectifs européens.

Avec REACH, l'Europe se positionne clairement en faveur d'une économie vertueuse en matière de protection de l'environnement. C'est une opportunité pour prendre de l'avance sur les produits et les solutions dans la compétition mondiale, à condition toutefois de ne pas faire cavalier seul.

Notre entreprise a été confrontée très tôt à ce type de problématique réglementaire. Lors de la mise en œuvre du protocole de Montréal puis, de celui de Kyoto, notre entreprise a vu 80 % de son chiffre d'affaires remis en cause au cours des 15 dernières années. Aujourd'hui, le Groupe a pu compenser par la substitution l'ensemble de cette activité et a continué son développement pour atteindre 150 M € avec 500 collaborateurs dont 300 en France et 200 à l'étranger.

Au cours de cette période de reconversion, c'est grâce à l'innovation que ce défi a pu être relevé. Cela a été l'occasion de développer tout un « know-how » dans la récupération et le recyclage des

gaz fluorés. Notre entreprise a ainsi conforté sa position parmi les principaux acteurs en Europe dans la réfrigération et développé un pôle chimie de performance. De distributeur de spécialités chimiques nous sommes devenus « *formulateur-conditionneur-distributeur* » sur certains créneaux de haute technologie (électronique, énergie et traitement de surface). Les différentes phases de cette reconversion comportaient aussi des délais incompressibles. Ainsi, pour respecter les normes de sécurité et réaliser une substitution efficace, certains délais de mise en œuvre ont pu être obtenus en échange d'engagements volontaires.

REACH, c'est encore une nouvelle étape qu'il nous faut franchir. Il ne suffit plus simplement de substituer ou de formuler des substances chimiques pour nos clients, mais il faut aussi comprendre leur rôle et leur fonctionnalité dans les procédés, le pourquoi et le comment. La coopération avec les grands acteurs de la chimie devient indispensable et elle le sera particulièrement concernant les scénarii d'exposition prévus par la loi.

L'ensemble des actions déployées par l'UIC concernant REACH est très efficace et essentielle pour l'avenir.

Par ailleurs, les mesures annoncées récemment par Chantal Jouanno, secrétaire d'Etat à l'Ecologie, lors d'une visite dans nos locaux, complètent ce dispositif. Cependant, l'inflation réglementaire comme la réduction des délais peut déstabiliser notre industrie. Sans une adaptation réaliste du rythme des réformes, l'Europe deviendra non un modèle mais une exception, mettant en péril le tissu des PME de la Chimie.

Saluons les efforts de l'UIC en faveur des PME ainsi que l'initiative du Président, Bernard Chambon, consistant à créer un Club PME dont l'objectif est de faire connaître et d'étendre la palette d'outils d'accompagnement pour les PME.

C'est par une solidarité de l'ensemble de nos entreprises qui composent l'industrie chimique que nous pourrons relever l'ambition commune, rappelé récemment par l'hebdo « *Chimie Pharma* » : rester durable.

Pierre-Etienne Dehon
Président du Groupe Dehon

Risques psychosociaux : emparez-vous du sujet !

Le plan d'urgence pour la prévention du stress au travail, lancé par l'Etat en octobre 2009, marque un tournant majeur pour la réflexion sur les risques psychosociaux du travail. Les entreprises doivent s'emparer du sujet et le traiter de façon pluridisciplinaire (droit du travail, santé au travail, négociations sociales).

Si les risques psychosociaux du travail ont fait la « une » de l'actualité en 2009 en raison des suicides survenus au sein de France Télécom, ils ne constituent pas pour autant une problématique nouvelle pour les entreprises.

Influence européenne

Dès le début des années 90, un corpus juridique s'est formé, sous l'impulsion de l'Union Européenne. L'article L.4121-1 du Code du travail (directement issu d'une directive CE du 12 juin 1989) constitue la pierre angulaire du dispositif français de prévention des risques de toutes natures. Il impose à l'employeur, de prendre les mesures pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale du travailleur (démarche rationnelle de prévention, information et formation, participation des salariés). Ont suivi de nombreuses directives ainsi que des accord-cadres (en 2004 sur le stress au travail, transposé en juillet 2008, et en 2007 sur les violences au travail en cours de transposition) qui ont incité le gouvernement et les partenaires sociaux à s'emparer du sujet. Dans le même temps on redécouvrait

la thématique des conditions de travail et la jurisprudence construisait (en 2002), l'obligation de sécurité de santé qui n'a fait que s'étendre au fil du temps. Obligation de prévention, obligation de sécurité et de résultat, conditions de travail : voilà dessinée la toile de fond des RPS.

Pas de définition homogène

Que recouvre l'expression « *risques psychosociaux* »? On peut considérer aujourd'hui que la notion recouvre le harcèlement moral (qui fait l'objet de textes depuis 2002) et dont la jurisprudence estime désormais que l'intention de nuire n'est plus exigée pour sa reconnaissance, le stress ainsi que les modes d'organisation pathogènes.

Le stress est difficile à définir juridiquement. Les partenaires sociaux (dans l'ANI de juillet 2008) considèrent qu'il procède d'une « *distorsion, à un instant T, entre les exigences ou attentes vis-à-vis du salarié et les moyens dont il dispose pour y répondre* ». Cette notion de temps impliquerait la prise en compte de la situation extraprofessionnelle du salarié. Même s'il s'estime étranger à celle-ci, l'employeur a cependant un rôle à jouer en agissant sur la distorsion puisqu'il fixe les attentes à l'égard de son salarié et détermine les moyens de ce dernier.

Mais les RPS ne se réduisent pas à ces deux noyaux durs. Générés par une constellation de causes (nouvelles organisations, introduction de nouvelles technologies, précarisation,...), ils regroupent la dépression, la souffrance, l'épuisement professionnel, le suicide... Tenter d'en donner une définition homogène semble donc vain.

L'information au cœur de l'action

Comment prévenir les risques psychosociaux du travail ? Les articles L.4121-1 et L.4121-2 du Code du travail fixent une démarche et des méthodes. Aujourd'hui, l'Etat veut aller plus loin, en exigeant des entreprises de plus de 1 000 salariés l'ouverture de négociations sur le stress ou au minimum dans un premier temps la présentation d'un plan d'action.

Cette obligation n'a aucun fondement légal autre que les articles susvisés ; on peut s'interroger sur la pertinence du seuil de 1 000 salariés. Au-delà, nous pouvons donner trois conseils aux entreprises qui auraient tort de s'engager dans un jeu de cache-cache avec l'administration en la matière :

- informer l'inspection du travail sur les dispositifs de prévention mis en place. Par cette démarche de transparence, elles affirment leur volonté d'agir et de progresser.
- prendre toute la mesure du document unique de prévention des risques. En clair, elles doivent donner les instructions appropriées aux salariés et veiller à ce qu'elles soient exécutées ;
- utiliser toutes les ressources documentaires disponibles pour bâtir leur politique de prévention (sites Internet de l'INRS, du ministère du Travail,...).

Enfin, si les entreprises de plus de 1 000 salariés sont aujourd'hui en première ligne, celles en-dessous de ce seuil ont tout intérêt à s'emparer du sujet. Avec l'aide de leur branche, dont le rôle pédagogique sera essentiel.

Pierre-Yves Verkindt
Professeur de droit,
Université Paris I

UN PHÉNOMÈNE QUI S'ACCROÎT

Pour la première fois en 2007, les risques psychosociaux ont été la première cause des consultations dans les 32 centres de consultation de pathologie professionnelle, avec un taux de 27 %. Selon ce bilan de l'AFSSET, publié le 7 octobre 2009, 80 % des RPS sont imputables au travail. Ils sont majoritairement constatés dans le secteur des services et chez les femmes (72 %). Le stress au travail n'a pas encore fait l'objet d'une enquête nationale spécifique. Toutefois, les enquêtes périodiques de la DARES sur les conditions de travail fixent quelques repères sur les facteurs de stress au travail :

- plus d'un travailleur sur deux travaille dans l'urgence,
- plus d'un travailleur sur trois reçoit des ordres ou indications contradictoires,
- un tiers des travailleurs déclare vivre des situations de tensions avec leurs collègues ou leur hiérarchie.

Ces situations ont malheureusement un coût social pour les entreprises et la société. Une étude de l'INRS, publiée en janvier 2010 et portant sur l'année 2007, estime ces dépenses entre 1,9 et 3 milliards d'euros (soins, absentéisme, cessation prématurée d'activité, décès prématuré). Encore s'agit-il d'un coût minimal, l'étude n'ayant pris en compte qu'un seul facteur de stress (le « *job strain* » ou « *situation de travail tendue* »), qui représente moins d'un tiers des situations de travail fortement stressantes et trois pathologies (maladies cardio-vasculaires, dépression et troubles musculo-squelettiques).

« Marcher ensemble vers un avenir durable »

C'est dans un contexte un peu particulier, puisque dès juillet prochain la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) Ile-de-France et le Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées (STIIC) seront fusionnés en une Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE), que ces deux services ont présenté, comme chaque année, lors d'une réunion organisée par AFINEGE le 17 février dernier, le bilan des actions en 2009 et leurs programmes et priorités pour l'année 2010.

En 2009, l'inspection a maintenu sa présence sur le terrain et c'est ainsi que près de 2 350 contrôles ont été effectués sur site, un chiffre stable par rapport à 2008. Un peu moins de 250 arrêtés complémentaires ont été prescrits, et environ 700 contrôles inopinés ont été diligentés sur l'eau, l'air, et surtout la légionellose.

Au total, près de 400 mises en demeure, 75 sanctions administratives, et 170 procès-verbaux ont été établis. Sur les 24 Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) qui devaient être prescrits, 22 l'ont été, et 28 Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC) ou Comités Locaux d'Information et de Surveillance (CLIS) ont été mis en place sur les 32 prévus.

Reconnaissant que globalement, la situation de l'environnement industriel en Ile-de-France est en constante amélioration depuis plusieurs années avec un risque technologique mieux maîtrisé, et des émissions polluantes toujours en baisse (notons,

- 58% pour les émissions de Composés Organiques Volatiles atmosphériques entre 2000 et 2008, ou encore - 44% pour les émissions d'oxyde d'azote entre 2001 et 2008), les services d'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) en Ile-de-France ont formulé leur souhait de poursuivre dans cette dynamique positive pour les années à venir.

Objectifs 2010

En conformité avec la circulaire ministérielle du 13 janvier 2010 qui précise les actions nationales de l'inspection des ICPE, DRIRE Ile-de-France et STIIC se sont ainsi fixé pour 2010 des objectifs clairs :

- 70 % des PPRT devront être mis à l'enquête publique et 40 % devront être approuvés ;
- dans le cadre de la mise en oeuvre des Meilleures Techniques Disponibles (MTD), 100 % des permis d'installations IPPC* devront avoir été vérifiés avant le 31 mai 2010 ;
- concernant l'action nationale de résorption des Poly-Chloro-Biphényles (PCB), l'obligation d'élimination ou de décontamination des appareils concernés sera vérifiée, avec mise en demeure systématique en cas de non-conformité ;
- la mise en oeuvre de la deuxième phase de l'action de Recherche et de Réduction des Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) sera poursuivie ;
- dans le cadre du Plan National Santé Environnement 2 (PNSE 2) qui a été adopté le 24 juin 2009, l'inspection des installations classées continuera à se mobiliser sur la réduction des émissions de substances dangereuses dans l'air pour celles visées par le PNSE : benzène, Hydrocarbure-Aromatique-Polycyclique,

PCB, dioxines, arsenic, mercure, et solvants chlorés.

En 2010, les services d'inspections s'emploieront également à réaliser :

- l'instruction des études de danger des établissements SEVESO Seuil Bas ainsi que celles des nœuds de transport d'infrastructures de Transport de Matières Dangereuses (TMD) ;
- le déploiement de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF) ;
- la mise en oeuvre du changement de la nomenclature déchets ;
- des inspections REACH** d'un certain nombre de fabricants et importateurs de substances ;
- la mise en compatibilité des arrêtés ICPE avec les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).

Pour ce qui est des actions « coups de poing », seront visés cette année au niveau national :

- le contrôle des Systèmes de Gestion de la Sécurité, l'objectif étant que 50 % des établissements SEVESO Seuil Haut soient inspectés sur cette thématique en 2010 ;
- comme annoncé en janvier 2010 par Chantal Jouanno, 200 visites sont prévues en France sur les sites SEVESO Seuil Haut pour vérifier que les principaux équipements à risques sont dans un état correct dans le cadre de la démarche « vieillissement » ;
- 150 visites en 2010 seront menées sur la gestion des automates de sécurité en particulier dans les secteurs d'activité du pétrole (dépôts et raffineries), de la pétrochimie, de la chimie, du gaz ou encore de l'industrie pharmaceutique ;

- 150 inspections sur la vérification de la cohérence entre l'organisation des moyens de secours et les scénarii d'accident seront réalisées dans le cadre des Plans d'Opération Interne ;
- des contrôles des distributeurs de fluides frigorigènes fluorés et des imprimeries.

Outre leur forte implication dans d'autres actions importantes telles que le Plan Régional Santé Environnement 2 (avec l'objectif d'un projet de plan à l'automne 2010) ou encore le Plan de Protection de l'Atmosphère (dont une révision est prévue avant fin 2010), les services d'inspection se sont également engagés à :

- réduire les délais d'instruction des demandes d'autorisation ;
- mettre en place le nouveau dispositif d'enregistrement instauré par l'ordonnance du 11 Juin 2009 ;
- réaliser des visites d'inspection tous les ans pour les établissements dits « prioritaires », tous les 3 ans pour les établissements dits à « enjeux », et tous les 7 ans pour tous les autres ;
- mais aussi et surtout, mettre en place leur restructuration interne.

Vous accompagner

Voilà donc une nouvelle année qui débute et qui demandera encore aux établissements une forte implication et un travail en constante collaboration avec les services d'inspection des ICPE, pour que nous marchions ensemble vers un avenir durable. N'hésitez pas à solliciter le Département SSE de l'UIC Ile-de-France qui s'engagera à vos côtés et vous accompagnera dans chacune de vos démarches.

* Integrated Pollution Prevention and Control

**Règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 juin 2006

15 ans au service des relations école-entreprise

L'AFi24 fêtera cette année son quinzième anniversaire. Depuis le 27 Novembre 2009 sous la présidence de Gérard Roussel, issu du groupe Bayer Cropscience, l'AFi24 et ses instances dirigeantes restent fidèles à ses principes fondateurs.

Le succès de l'AFi24 repose sur :

- le partenariat avec le monde de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur dans le cadre d'une stratégie « *hors murs* » ;
- la professionnalisation en fin de cursus pour une insertion professionnelle maximisée.

Ces deux axes ne visent qu'un seul et même objectif : permettre aux jeunes l'acquisition d'un diplôme et d'un socle de connaissances et de compétences leur permettant une insertion professionnelle pérenne dans tous les secteurs d'activité où les compétences en chimie, physique, biologie et biotechnologies sont nécessaires.

Insertion professionnelle pérenne

L'AFi 24 a bénéficié d'une croissance de plus de 50 % depuis 2005 et peut afficher une insertion professionnelle de ses apprentis de 94 % à 6 mois.

Pour parvenir à de tels résultats quantitatifs et qualitatifs, et les maintenir, elle s'appuie non seulement sur la qualité de ses formations dispensées par les équipes pédagogiques mais aussi sur la grande diversité des secteurs d'activité qui accueillent les apprentis. Ceci favorise plusieurs fondamentaux :

- la maîtrise nationale du flux de diplômés et donc de leur insertion professionnelle dans des secteurs variés bénéficiant

de cycles économiques divers ;

- l'insertion immédiate du jeune mais aussi son adaptabilité ultérieure dans l'immense diversité des métiers de la chimie, de la physique, de la biologie et des biotechnologies. Cette diversité sécurise le jeune et le conforte dans ses choix d'orientation ;

- l'adaptabilité ultérieure garante de mobilité réussie. C'est le fruit d'un travail sur le contenu des programmes qui intègre systématiquement la notion de transversalité et permet une vision large des métiers et des activités.

600 apprentis

Fort de ces constats, plus de 600 apprentis ont bénéficié de l'offre de formation de l'AFi24 à la rentrée 2009 et près de 500 entreprises les accueillent pour leur cursus en alternance.

Cette croissance concerne l'ensemble des secteurs d'activité où l'AFi24 souhaite répondre aux besoins en compétences des entreprises (chimie, cosmétique, pharmacie, agro-alimentaire, environnement, pétrole, énergie, métallurgie) mais également l'ensemble du territoire national avec plus de 30 % d'entreprises d'accueil hors de l'Île-de-France.

Ancrage territorial

En réponse, l'AFi24 a conçu fin 2009, en partenariat avec FORMASUP et l'IUT de Béthune une offre de formation dans le cadre de la création du CFA « *AFi24 Nord-Pas-de-Calais* ».

Cette nouvelle implantation est l'occasion de rappeler que dans le cadre de sa stratégie d'insertion professionnelle maximisée, les besoins territoriaux sont au cœur de la stratégie de l'AFi24.

Site : <http://www.afi24.org>

brèves

■ CCNIC : Formation

AFPIC organise une formation sur les spécificités de la Convention Collective Nationale des Industries Chimiques le 4 mai 2010.

Programme :

Formation du contrat : embauchage, engagement, garantie à l'embauche, période d'essai.

Exécution du contrat : ancienneté, durée du travail, salaires.

Suspension du contrat : congés, maladie, accident, maternité.

Rupture du contrat : préavis, licenciement, retraite.

Animation : Le département social de l'UIC Ile de France

Lieu : Paris la Défense

Coût : 400 € H.T.

Contact : Jennifer Coulon

01 49 03 76 71

j.coulon@afpic.com

http://www.afpic.com/formations/fiche_produit.php?p=FCSCCNIC

■ Assurance chômage : RIS

La prochaine réunion d'information sociale aura lieu le lundi 31 mai à 14 h 30 à l'UIC Ile de France. Elle sera consacrée aux nouvelles dispositions issues de la dernière Convention d'Assurance Chômage (Conditions d'indemnisation, obligations des entreprises, CRP, portabilité du DIF,...) qui seront présentées par Elisabeth Gueguen, Directrice de la Réglementation au sein de la Direction Générale de Pôle Emploi.

Contact : Priscillia De Almeida

01 46 53 11 85

p.dealmeida@uic-idf.fr

<http://www.uic-idf.fr/agenda/fiches/2026.htm>

■ Village de la Chimie 2010

Le Village de la Chimie a eu lieu les 12 et 13 Février 2010 au Parc Floral de Paris. Plus de 6500 visiteurs ont fait le déplacement. Pendant deux jours, opérateurs, techniciens, ingénieurs et chercheurs étaient présents pour témoigner aux jeunes visiteurs de leur passion. Le public pouvait également s'entretenir avec les responsables de recrutement d'une trentaine d'entreprises et se renseigner sur les parcours de formation grâce aux rencontres avec

les enseignants, responsables de formations, lycées professionnels et techniques, écoles supérieures spécialisées, écoles d'ingénieurs et universités. Au total, plus de 350 professionnels étaient mobilisés.

Des animations, des démonstrations, des conférences sur les métiers, l'innovation et la recherche étaient également organisées.

Contact : 01 46 53 12 32

<http://www.villagedelachimie.org>

■ CD ROM 2010

Les Fiches Techniques de Droit Social de l'industrie chimique et l'Abrégé de Jurisprudence sociale des entreprises de la chimie, publiés sur CD ROM interactif, sont disponibles. Le CD ROM des Fiches Techniques compte à présent 89 fiches dont les 19 fiches réalisées ou mises à jour en 2009 portant plus spécialement sur la mise à la retraite, le régime fiscal et social des indemnités de rupture, le chômage partiel, l'assurance chômage, la période d'essai, les indemnités conventionnelles de licenciement... Le CD ROM de Jurisprudence compile les grands principes issus de plus de 1300 arrêts rendus par nos Cours et Tribunaux depuis 1993. Pour toute commande, contacter : Priscillia De Almeida 01 46 53 11 85 p.dealmeida@uic-idf.fr ou <http://www.uic-idf.fr/social/publications.html>

■ Assemblée Générale

Nous vous remercions de retenir dès à présent la date du 18 mai 2010 à laquelle se tiendra à 16 h l'Assemblée Générale de l'UIC Ile de France, 14 rue de la République à Puteaux en la présence cette année de Bernard Chambon, Président de l'UIC. Il est important que toutes les entreprises puissent être représentées lors de cette Assemblée Générale, nous comptons sur votre mobilisation. <http://www.uic-idf.fr/agenda/fiches/2103.htm>

« Le catalyseur », lettre d'information de l'UIC Ile de France,

Le Diamant A

92909 Paris la Défense Cedex.

Directeur de la publication :

Gilles le Maire : 01 46 53 12 29

Rédacteur en chef :

Elisabeth Pénicaut : 01 46 53 11 84

Maquette et réalisation : VEGA